

Le COMESA retire le sommet au Burundi l'organisation de son sommet

@rib News, 20/05/2018 Source AFP Le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, a annoncé samedi avoir retiré au Burundi l'organisation de son sommet des chefs d'État prévu en juin à Bujumbura, sans en donner la raison.

Le 20e sommet des chefs d'État et de gouvernement du COMESA aura lieu en juillet 2018 à Lusaka (Zambie), au siège du secrétariat général du COMESA, a annoncé l'organisation dans un communiqué laconique. L'exacte sera annoncée plus tard, a-t-elle ajouté. Elle n'explique notamment pas si cette décision est liée à la décision jeudi d'un référendum constitutionnel destiné à permettre au président burundais Pierre Nkurunziza, en poste depuis 2005, d'éventuellement rester au pouvoir jusqu'en 2034. Les résultats officiels de cette consultation ne sont pas connus. Mais selon les premiers résultats provisoires, le oui l'emporte très largement. La communauté internationale, dont l'Union africaine, avait regretté l'organisation de ce référendum. « Il s'agit d'un coup dur pour le gouvernement », a expliqué à l'AFP un diplomate burundais sous couvert d'anonymat, évoquant des motifs politiques. « Le ministre des Affaires étrangères a écrit une note de protestation à tous les ministres du COMESA pour dénoncer une décision unilatérale et illégale du secrétaire général du COMESA, qui n'avait pas le faire », a-t-il indiqué. Le COMESA avait initialement confié ce sommet au Burundi, alors prévu pour octobre 2017. Il avait une première fois décidé de lui en retirer l'organisation, en invoquant « l'insuffisance des capacités organisationnelles » du pays, notamment pour les chambres de télé ou internet. L'organisation régionale, qui réunit 19 pays africains, était revenue sur cette décision en janvier et avait décidé d'organiser le sommet à Bujumbura en avant de le repousser à juin. La présidence burundaise avait alors salué une « grande victoire diplomatique et économique ». « Le secrétaire général aurait invoqué des raisons sécuritaires, après que les Seychelles ont demandé que le sommet n'ait pas lieu au Burundi après l'attaque terroriste qui a fait 26 morts dans le nord-ouest du Burundi la semaine passée », a ajouté le même diplomate burundais. « Mais nous pensons que le COMESA n'a résisté aux pressions de l'Union européenne qui le finance à 70% et qui est dans doute derrière cette décision injurieuse », a-t-il dénoncé. L'UE avait également condamné ce référendum. Le pouvoir burundais misait beaucoup sur l'organisation de ce sommet pour montrer que la crise née fin avril 2015 de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, qu'il a obtenu deux mois plus tard, était terminée. Les violences qui ont accompagné cette crise ont fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});